



## **SEMINAIRE SUR LA CONJONCTURE ECONOMIQUE**

### **AU SECOND SEMESTRE 2018**

**ET LES PREVISIONS A COURT TERME 2018-2019 DANS LES ETATS DE  
LA CEMAC, AU BURUNDI, AUX COMORES, A SAO TOME PRINCIPE, A  
DJIBOUTI ET A MADAGASCAR**

**Douala, Cameroun, 03 au 07 décembre 2018**

## **POINTS SAILLANTS**

**Décembre 2018**

## POINT 1 : INTRODUCTION

Le séminaire sur la conjoncture au second semestre 2018 et la prévision économique à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé et Príncipe, à Djibouti et à Madagascar, organisé conjointement par la Commission de la CEMAC, AFRITAC Centre et la Direction Générale d'AFRISTAT, s'est tenu du 03 au 07 décembre 2018 à Douala, au Cameroun. Le thème central retenu pour les travaux de l'atelier est : « **Les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique** ». L'appui technique et financier ainsi que l'animation des sessions ont été assurés par les trois institutions précitées.

Tous les Etats membres de la CEMAC, et la République Démocratique du Congo, étaient représentés à ce séminaire par deux experts : un en analyse conjoncturelle et un autre en prévision économique. Le Burundi et Sao Tome et Principe ont été représentés chacun par un expert en analyse conjoncturelle. Les experts de Djibouti, de Madagascar et des Comores n'ont pas pu prendre part au séminaire. Un représentant de la banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), deux représentants de la banque centrale de la République Démocratique du Congo, deux représentants de la Commission de l'Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA) et un représentant de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA BSR-AC) ont également pris part aux travaux du séminaire (*cf.* liste des participants en annexe 1).

Le séminaire visait plusieurs objectifs spécifiques qui sont :

- i. collecter des informations et des données fiables et à jour sur la situation conjoncturelle et les prévisions des Etats en vue de faciliter les travaux de synthèse de la Commission, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- ii. faciliter les échanges de données, d'informations, de méthodologies et de publications entre les conjoncturistes et les prévisionnistes de la Zone CEMAC, de la RDC, du Burundi, des Comores, du Sao Tome Principe, du Djibouti et de Madagascar ;
- iii. identifier dans l'évolution récente de la conjoncture économique les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2018, et voir dans quelle mesure ils conduisent à réviser les prévisions élaborées au premier semestre 2018 ;
- iv. confronter les analyses de la conjoncture économique faites par les participants au cours de cette année 2018 et en déduire les grandes tendances qui devraient orienter les économies des Etats en 2019 ;
- v. renforcer les capacités des pays sur les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique

## POINT 2 : CEREMONIE D'OUVERTURE

L'ouverture du séminaire était placée sous la présidence de Monsieur Djimtoïngar Nadjoum, Directeur des Etudes Economiques à la Commission de la CEMAC. Avant son discours d'ouverture, deux interventions ont eu lieu :

- Le représentant d'AFRITAC-Centre, a remercié, au nom de son institution, la commission de la CEMAC et AFRISTAT pour les avoir associés à cet évènement. Il a noté l'importance du rebasage des comptes nationaux pour l'exercice de cadrage macroéconomique. Il a en outre fait

remarquer que le partage des expériences sera très enrichissant, même si la plupart des pays d'Afrique centrale sont en retard dans la mise en œuvre du SCN 2008.

- Le représentant d'AFRISTAT, quant à lui, a rappelé les objectifs et les attentes du séminaire, en mettant l'accent sur le contenu récent, la fraîcheur et l'horizon des présentations-pays.

Ouvrant les travaux, le représentant de la commission de la CEMAC, au nom de son institution, a souhaité la bienvenue aux participants. Il a rappelé l'importance du thème central qui sera abordé, notamment les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique. Il a ensuite remercié, d'une part, AFRISTAT pour sa disponibilité constante à accompagner la CEMAC dans ses appuis de renforcement des capacités statistiques de ses Etats membres et, d'autre part, AFRITAC Centre et la Commission de l'UEMOA pour leur première participation active à ce séminaire.

Après la présentation de l'ensemble des participants, les projets d'ordre du jour et du programme de travail ont été amendés et adoptés (*cf.* annexe).

### **POINT 3 : DEROULEMENT DES TRAVAUX DU SEMINAIRE**

**Session 1 :** Les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique

Cette session a porté sur différentes présentations techniques :

#### **i. Préalables et conditions optimales pour un rebasage réussi des comptes nationaux et/ou des modèles de prévision**

La présentation d'AFRISTAT s'est appesantie sur les différentes étapes de rebasage ainsi que leurs impacts sur le dispositif du cadrage macro-économique et du suivi de la conjoncture.

Un changement de base des comptes nationaux est un exercice indispensable pour mettre à jour des données macroéconomiques qui soient fiables, exhaustives et cohérentes avec la situation économique réelle du pays qui est toujours évolutive

Les facteurs qui justifient le changement d'une année de base sont nombreux mais les plus importants sont : changement de la structure économique d'un pays, évolutions des références internationales (SCN 2008, MBDP, MSFP, adoption de nouvelles nomenclatures d'activités et de produits), disponibilité des nouvelles sources de données (RGPH, RGE, Enquête budget ménage), nécessité d'alignement sur les nouveaux plans de développements, correction des erreurs passées constatées pendant l'exécution de l'ancienne base

AFRISTAT a aussi précisé les critères de choix d'une année de base qui se résument comme suit : stabilité sur le plan socio-politique, une année pas très éloignée (beaucoup de travail pour le calcul des comptes nationaux anciens) ou une année pas trop récente (peu de disponibilité de sources d'informations assez complètes).

Les impacts du rebasage du système des comptes nationaux sur le dispositif du cadrage macro-économique et du suivi de la conjoncture des Etats sont variés et multifformes. Ils affectent surtout les principaux agrégats macroéconomiques que compilent et publient les conjoncturistes et les prévisionnistes : PIB, IDH, taux d'épargne, taux d'endettement, taux de fiscalité, comptes courants, etc... Les conditions d'accès aux ressources concessionnelles, le recours à des financements aux prix du marché dépendent intimement des résultats du rebasage des comptes nationaux.

On ne peut parler du rebasage sans évoquer la mise en œuvre du SCN 2008 qui est effective, en cours ou en projet dans les pays d'Afrique centrale. Les différentes étapes de mise en œuvre du SCN 2008 ont été rappelées ainsi que les différentes activités préalables à mener. L'élaboration d'un document de mise en œuvre du SCN 2008, la mise en œuvre des nomenclatures d'activités et de produits, la mobilisation des sources des données sont autant de conditions préalables pour une mise en œuvre harmonieuse du SCN 2008.

Une fois le rebasage effectué, un certain nombre d'actions sont nécessaires pour valoriser les résultats obtenus. On peut noter entre autres la mesure des impacts du rebasage selon les différentes dimensions : sources statistiques, méthodes d'estimations, concepts du SCN2008, nomenclatures, corrections d'erreurs passées et prise en compte de phénomènes divers (prostitution, fraude, drogue, informel, etc. selon leur importance dans l'économie) et retropolation.

Il faut souligner que plusieurs pays d'Afrique centrale ont soit lancé le processus de rebasage, soit projeté de le faire dans un avenir proche pour prendre en compte les recommandations du SCN 2008.

Les échanges ont porté sur les différents impacts du rebasage notamment sur les CNT et sur le fait que ce rebasage dans les pays devrait se faire idéalement dans le cadre d'un programme d'harmonisation des comptes nationaux.

## **ii. Conséquences du rebasage des comptes nationaux sur les agrégats macroéconomiques régionaux : Expérience de la BEAC**

Dans le cadre la réforme de la politique monétaire, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) a choisi d'abandonner les objectifs de refinancement au profit d'un pilotage par les taux (Taux directeur et taux du marché monétaire évoluant autour du taux directeur) dérivés à partir du cadre macroéconomique global et de l'évolution des principaux agrégats. Le cadrage macroéconomique est l'exercice par lequel les agrégats des secteurs réel, extérieur, finances publiques et monétaire sont analysés et projetés dans un cadre cohérent. Etant donné que la politique monétaire est commune pour la Sous-région, l'exercice de cadrage macroéconomique est réalisé pour la zone à partir des agrégations et consolidation des cadrages pays. C'est dans ce cadre que le rebasage des agrégats par les pays affecte les prévisions de la BEAC. Cet impact se fait via deux canaux.

En effet, les pays de la zone CEMAC n'ont pas la même année de base de calcul de leurs agrégats notamment le PIB. Trois pays sur six (Cameroun, RCA et Tchad) ont l'année 2005 comme base alors que les autres utilisent 1990 (Congo), 2000 (Gabon) et 2006 (Guinée Equatoriale). Pour la confection du cadrage macroéconomique de la Zone, la BEAC a choisi l'année 2005. Ainsi, à partir des prévisions pays selon leur année de base, les équipes de la BEAC font un rebasage de leur PIB (sectoriel et global) en calculant un indice. De même, lorsqu'un pays fait le rebasage, la mise à jour affecte le niveau des agrégats du pays et ainsi celui de la Zone comme cela a été le cas du Cameroun en 2016. Sur cette base la BEAC encourage les pays à harmoniser et actualiser les années de base autant que possible pour prendre en compte les nouveaux secteurs et améliorer ainsi les prévisions économiques et les décisions de politique monétaire.

Les échanges ont permis d'éclairer les participants sur le type de modèle utilisé par la BEAC, sur la mesure de l'influence du rebasage sur les décisions de politique monétaire, l'analyse de la cohérence et des interrelations existantes entre les différents secteurs, sur la plage temporelle de la rétropolation à faire et sur les méthodes utilisées pour la détermination des indicateurs régionaux.

### **iii. Expérience de l’UEMOA en matière de rebasage du système des comptes nationaux**

Le Chef de la Division de la Prévision Economique de la Commission de l’UEMOA a, dans sa présentation, procédé à un rappel de la définition du rebasage des comptes nationaux, de la justification et des objectifs qui ont généralement présidé à la mise en œuvre des travaux de rebasage des comptes nationaux dans la plupart des pays africains qui ont eu à mener cet exercice. Il a notamment insisté sur : (i) l’obsolescence des prix relatifs utilisés pour l’élaboration des comptes à prix constants au fil du temps ; (ii) le besoin de mettre à jour la structure de production ; (iii) l’évaluation des effets de la mise en œuvre des politiques économiques ; (iv) l’adoption des recommandations statistiques internationales les plus récentes ; et (v) l’amélioration de la comparabilité internationale des agrégats économiques. Il est, par ailleurs, revenu sur les grandes étapes généralement utiles dans la mise en œuvre des travaux de rebasage des comptes nationaux, avant d’évoquer les résultats généraux ainsi que les extrants habituellement issus desdits travaux.

La communication a aussi rappelé l’incidence des travaux de rebasage des comptes nationaux sur le PIB nominal de certains pays africains tels que le Kenya, le Nigéria, la Tanzanie, l’Ouganda et la Zambie. Par ailleurs, la présentation a donné une illustration des effets du rebasage des comptes nationaux sur le mécanisme de surveillance multilatérale de l’UEMOA, à travers une évaluation de l’impact des travaux menés par le Sénégal sur les agrégats et indicateurs macroéconomiques de l’UEMOA de 2014. Ainsi, il a été constaté que la réévaluation de 30% du PIB nominal du Sénégal qui a résulté desdits travaux avait abouti à une très légère amélioration de 0,1 point du critère-clé sur le solde global de l’Union et à une baisse du taux d’endettement régional de 1,6 point, tandis que le taux de pression fiscale de l’Union est passé de 15,5% à 14,8%. En outre, la part du Sénégal dans le PIB régional est passée de 15,2% à 18,8%.

M. THIAW a conclu sa présentation en insistant sur l’importance de l’exercice du rebasage des comptes nationaux sur le mécanisme de surveillance multilatérale, notamment par le fait qu’il permet : (i) une description actualisée de la structure des économies des Etats membres et de l’économie régionale ; (ii) l’amélioration de la comparabilité des économies ; et (iii) un meilleur éclairage sur la pertinence et l’efficacité des politiques économiques

Les échanges ont porté sur les raisons et les motivations liées aux grands pays anglophones ayant effectué le rebasage comparé aux pays francophones, sur l’absence d’une culture de valorisation de l’information statistique par les pays de l’Afrique francophone et sur le fait que le changement de base est nourri par une volonté politique qui est souvent née du besoin de la modification des niveaux des agrégats économiques.

### **iv. Rebasage des comptes nationaux et dispositif de prévision macroéconomique : le point de vue du Représentant d’AFRITAC Centre**

AFRITAC Centre a situé la problématique du rebasage des comptes nationaux annuels et trimestriels dans un cadre plus global de révision des nomenclatures, des champs, des méthodologies et des processus d’élaboration des indicateurs macroéconomiques et des cadres comptables. Cet exercice est nécessaire pour renforcer la qualité des statistiques macroéconomiques. Il a décrit l’implication de ces processus de rebasage de comptes nationaux sur les dispositifs de suivi de la conjoncture et de prévisions macroéconomiques et budgétaires.

Le rebasage étant sujet à des défis techniques et communicationnel, il a insisté sur les nécessités, pour les pays qui ont des bases lointaines, d'engager les réflexions le plus tôt que possible, et pour l'ensemble des pays participants d'arrimer la révision des indicateurs conjoncturelles aux bonnes pratiques, de réviser les modèles de cadrage macroéconomique en continue et surtout à l'occasion du rebasage des comptes nationaux et des autres cadres comptables (TOFE, BDP, situation monétaire) et d'assurer une communication appropriée et convergente vis à vis des utilisateurs, notamment des Assemblées Nationales dans le cadre des Débats d'Orientation Budgétaire; et des Partenaires techniques et financiers (FMI, AFC, BM, CEA, BAD, ...).

Il a déploré en outre une faible communication ou collaboration entre les services des comptes nationaux et ceux de la conjoncture et de la prévision qui réduit considérablement les avantages que peuvent tirer les uns et les autres dans telles opérations.

Enfin, il a rappelé les différents domaines d'intervention de son institution qui sont : l'assistance technique des conseiller résidents, ou d'expert de court terme, en organisant des séminaires/cours régionaux, les séminaires/ateliers nationaux, les stages, la rédaction des notes techniques, manuels et guide méthodologique. Quelques propositions recensées dans la section recommandation ont été proposées par le communicateur (page 17).

#### **v. Retropolation des comptes nationaux : étape indispensable après le rebasage**

AFRISTAT a fait une présentation détaillée sur les différentes étapes de retropolation des comptes nationaux, une fois le rebasage opéré. La retropolation est une opération qui consiste à prolonger la nouvelle base dans le passé, c'est-à-dire recalculer les séries de l'ancienne base selon les cadres de la nouvelle base. Pour lui, cette opération est indispensable pour garantir la cohérence des données, intégrer les nouvelles données dans le système des données de l'ancienne base et aussi appliquer des méthodes d'estimation nouvelles et de meilleure qualité aux données de l'ancienne base.

L'intérêt d'avoir une série chronologique longue réside dans les travaux d'élaboration des politiques macroéconomiques, de construction des modèles macroéconomiques et les activités de recherche.

Le principe de retropolation est basé sur un raisonnement en évolution : On retient comme évolutions de la nouvelle base (NB) dans le passé les évolutions de l'ancienne base (AB) convenablement modifiées. On travaille série par série dans le degré de détail choisi.

On applique série par série la formule :

$$NB(t-1) = NB(t) * ABm(t-1) / ABm(t).$$

Cette formule est appliquée en remontant dans le temps à partir du premier point connu de la nouvelle base NB. Les sept étapes de retropolation peuvent être résumées : choix de l'ampleur de la retropolation, création de la structure informatique, calcul de l'ancienne base modifiée, calcul de la retropolation série par série, équilibrage, calcul des volumes, agrégation.

La reconstitution des séries chronologiques est donc une activité périodique et inévitable compte tenu de l'évolution perpétuelle des faits économiques et sociaux.

Les échanges ont permis d'apporter des éclaircissements sur les aspects techniques de la méthodologie de retropolation.

#### **vi. Nouveau cadre analytique du TOFE de la CEMAC**

La présentation a abordé successivement (i) les principales innovations induites par la directive relative au TOFE ; (ii) le nouveau cadre analytique du TOFE et (iii) le calendrier ainsi que l'état de mise en œuvre.

**Pour ce qui concerne les innovations**, elles portent principalement sur les éléments ci-après inspirés du MSFP de 2001. Ce sont :

- Le cadre analytique du TOFE qui est composé désormais de 5 situations au lieu d'une seule situation dans l'ancienne méthodologie. Il s'agit de (i) la situation des opérations des administrations publiques qui résume les transactions du secteur des AP au cours d'une période ; (ii) la situation des autres flux économiques qui présente les modifications des encours d'actifs, de passifs et de la valeur nette résultant de facteurs autres que les transactions ; (iii) la situation des actifs et des passifs qui enregistre les encours d'actifs et de passifs ainsi que la valeur nette du secteur des administrations publiques à la fin de chaque période comptable ; (iv) la situation des flux de trésorerie qui enregistre les entrées et les sorties de trésorerie ; et (v) le Tableau de la dette de l'administration publique qui présente l'encours de la dette selon la monnaie, l'instrument et le créancier.
- Le champ d'application qui doit couvrir l'administration centrale (budgétaire et extrabudgétaire) ; l'administration locale et la sécurité sociale.
- La classification des opérations financières qui sont classées en cinq agrégats : les recettes ; les charges ; les acquisitions nettes d'actifs non financiers ; les acquisitions nettes d'actifs financiers ; les augmentations nettes de passifs.
- Le mode d'enregistrement des données est fondé sur la base des droits constatés. En d'autres termes, les flux sont enregistrés lorsqu'il y a création, transformation, échange, transfert ou extinction de la valeur économique et ne tiennent pas compte du moment auquel interviennent les décaissements ou les encaissements.

**Concernant spécifiquement le cadre analytique du TOFE**, celui-ci suit une approche patrimoniale et intègre tous les flux et stocks. Il constitue un instrument permettant notamment d'étudier en profondeur les éléments de la politique budgétaire et pouvant aider à déceler les faiblesses qui n'apparaissent pas à première vue dans le budget.

**Le calendrier de mise en œuvre** comprend quatre échéances importantes à savoir :

- 31 décembre 2017 correspondant à la date butoire de la transposition dans les législations nationales ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2018 correspondant à la date d'entrée en application pour les dispositions classiques autres que celles susceptibles d'être différées ;
- 1<sup>er</sup> janvier 2019 correspondant à la date d'entrée en application pour les dispositions relatives à l'extension du champ institutionnel du TOFE à l'ensemble des APU ;
- et 1<sup>er</sup> janvier 2024 correspondant à la date d'entrée en application pour les dispositions relatives à l'enregistrement des données en droits constatés et l'enregistrement et la production de la situation des autres flux économiques pour les principaux actifs et passifs concernés.

**Pour ce qui est de la mise en œuvre**, il est ressorti que 3 pays sur 6 ont déjà transposé la directive TOFE dans leur réglementation nationale. S'agissant de la mise en œuvre des dispositions, des plans d'actions spécifiques de mise en œuvre sont élaborés par la plupart des Etats, des tables de passage de l'ancien au nouveau format du TOFE ainsi que la liste de toutes les unités des administrations publiques sont établis. Par ailleurs et en termes des perspectives, il est envisagé de lancer le chantier de la comptabilité des matières en vue de permettre la production de la comptabilité patrimoniale avec l'appui technique d'AFRITAC Centre et la modernisation du système d'informations.

Les échanges ont porté sur le délai de mise en œuvre du nouveau TOFE par les pays et sur les maquettes de passage de l'ancien au nouveau.

#### **vii. Expérience du rebasage des comptes nationaux au Cameroun**

L'INS du Cameroun a communiqué sur l'expérience de son pays en matière de rebasage des comptes nationaux.

Face aux évolutions du SCN d'une part, et la nécessité d'actualiser la structure de l'économie d'autre part, le rebasage des comptes nationaux s'impose comme une exigence d'assurance qualité. A cet effet, les comptes nationaux du Cameroun ont connu un passage en base 2005, en remplacement de l'ancienne base qui était de l'année 1989/90. Ce rebasage avait globalement 03 grands enjeux : i) l'amélioration de la qualité des données (intégration de nouvelles bases de données : RGPH 2005, EESI2005, ECAM2007 et RGE 2009), ii) la poursuite des recommandations du SCN 1993 et iii) la prise en compte de certaines recommandations du SCN2008. Les travaux de cette nouvelle année de base ont permis d'établir le PIB de 2005 à 9 465 milliards de FCFA contre 8 750 milliards de FCFA dans l'ancienne base, soit une **révision à la hausse de 8,2%**. Suivant les rubriques de changements implémentés, on note une contribution de 7,97 points pour les améliorations des données ; 0,35 point pour le SCN 1993 et -0,39 point pour le SCN 2008. Une retropolation du TRE et du TCEI a été faite à la suite de cette nouvelle année de base.

En tant qu'utilisateur des comptes et par souci de cohérence et d'harmonisation, la **Direction de la Prévision** se devait d'arrimer la base de données de son modèle de prévisions à la nouvelle année de base, aussi bien pour les réalisations, les estimations que les projections.

L'objectif était d'effectuer toutes les opérations de mise à jour du modèle, notamment la mise à jour de la base de données du modèle suivant la nouvelle année de base et l'actualisation des élasticités et ratios utilisées dans les prévisions des agrégats macroéconomiques. Plus spécifiquement, il s'agira de : (i) Mettre à jour les données historiques et les projections des comptes nationaux ; (ii) Mettre à jour les différentes élasticités du modèle ; (iii) Déterminer les nouveaux liens entre les nouveaux comptes nationaux et les autres comptes (Balance des paiements, Statistiques des finances publiques, statistiques monétaires) ; (iv) Revoir la structure des prix.

Cependant, faute de moyens seul le secteur réel a été mise à jour.

Les échanges ont porté sur les moyens financiers et matériels et le temps mis pour exécuter le projet du rebasage des comptes nationaux et de mise à jour du modèle de prévision.

#### **viii. Expérience du rebasage en RD Congo**

Avec l'appui des organismes internationaux, la RDC, par l'entremise de l'INS avait réalisé en 2010 la finalisation des travaux de migration des comptes nationaux de la version SCN 68 à la version SCN 93. L'année 2005 avait été retenue comme année de base et le résultat de ce processus a laissé apparaître des différences significatives concernant les niveaux et la répartition par secteur économique. Ainsi, les travaux de rebasage ont donné un PIB plus important que celui de l'ancienne version soit une réévaluation du PIB d'environ de 58,5 % en 2005, soit CDF 5670,1 milliards selon SCN 93 contre 3576,6 milliards selon SCN 68.

*Session 2 : Diagnostic conjoncturel au second semestre 2018 et prévisions 2018-2019 dans les Etats*



## **i. L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT**

Le thème sur « l'environnement international analysé à partir de la base de données d'AFRISTAT » a été exposé par M. Serge Jean EDI, Coordonnateur du Département Etudes et Synthèses Economiques d'AFRISTAT.

La présentation a porté sur les éléments conjoncturels suivants : la croissance économique, l'inflation, les taux d'intérêt des pays du G7, les cours de change et les cours des principales matières premières. Cette communication a permis de montrer les tendances suivantes :

- Les perspectives mondiales en termes d'activité sont encourageantes en 2017 et 2018 mais annoncent un ralentissement en 2019 ;
- Les taux d'intérêt restés très bas depuis quelques années se relèvent progressivement ;
- Les prix de plusieurs produits de base restent stables ou ont des tendances à la baisse qui pourront être aggravées par la guerre commerciale entre la Chine et les Etats Unis.

Elle s'est enfin appesantie sur la méthodologie de mise à jour de la base de données d'AFRISTAT et les difficultés rencontrées.

## **ii. Conjoncture économique au premier semestre 2018 et prévisions à court terme dans les pays**

### **✓ Burundi**

La conjoncture du Burundi est globalement favorable au cours du 2ème semestre 2018 malgré la dépréciation continue de la monnaie burundaise par rapport au dollar américain. Elle est caractérisée par une amélioration des échanges commerciaux, un fléchissement des prix à la consommation, de bonnes performances au niveau de la production industrielle, une augmentation des recettes fiscales, des créances sur le secteur privé qui progressent. Sur la période 2018-2019 et sur la base des hypothèses de projection tant au niveau national qu'international, le Burundi connaîtrait une croissance économique moyenne de 3,8%. Cette croissance serait tirée essentiellement par le secteur primaire et tertiaire.

### **✓ Cameroun**

Sur les 09 premiers mois de 2018, l'indice des prix à la consommation présente une hausse de 0,8% par rapport à la même période de l'année antérieure. (0,6% en 2017 et de 1,1% en 2016). Il y a alors lieu de penser que l'inflation annuelle en 2018 sera en-dessous de 1,2%. En ce qui concerne le commerce extérieur, sur les 09 premiers mois de 2018, on note un déficit de la balance commerciale évalué à 1 117 milliards de FCFA, soit une augmentation de 351 milliards de F CFA (46%) par rapport aux 09 premiers mois de 2017. Au plan macroéconomique global, on relève une évolution de 3,8% du PIB réel au premier semestre 2018 par rapport au premier semestre 2017.

La croissance de l'économie camerounaise demeure modeste en 2018 avec une estimation de 3,9% contre 3,5% en 2017. Cette évolution serait essentiellement imputable à la baisse de la croissance du secteur pétrolier de 5,9% en liaison avec la baisse du volume des investissements du fait des faibles niveaux des cours du pétrole brut ; la décélération des activités dans le secteur non pétrolier (4,5% contre 5% en 2017). Les perspectives macroéconomiques pour 2019 restent favorables, avec une croissance qui devrait rebondir à 4,4%.

## ✓ Congo

En dépit d'une légère reprise du secteur pétrolier au premier semestre 2018 qui s'est poursuivie jusqu'au deuxième semestre 2018, la conjoncture a été marquée par un ralentissement de l'activité dans la plupart des secteurs (BTP, restauration et hôtellerie).

L'accord de négociation en vue de la stabilisation de la crise politique dans le département du Pool n'a pas empêché une interruption du transport ferroviaire entre Pointe-Noire et Brazzaville.

Le taux d'inflation annuelle a connu une hausse de 1,2% au mois d'Octobre 2018, mais respectant tout de même la norme communautaire des 3%.

Le solde des échanges extérieurs de biens, s'est continuellement effrité en raison de la baisse des cours du pétrole sur le marché, qui a amplement affecté la valeur des exportations.

Pour les prévisions à moyen et court termes, la production pétrolière, après un bond considérable en 2018, connaîtrait une baisse sur toute la période 2018-2019. La variation annuelle se situerait respectivement à 24,8% et 8,4% en 2019.

La situation du secteur pétrolier impacterait positivement la croissance économique. L'activité économique évoluerait à 2,0% en 2018 et 3,7% en 2019, relativement à la hausse de la production pétrolière du champ de Moho Nord. La croissance du secteur non pétrolier, qui évoluerait de façon régulière à un rythme annuel de 12,5%, passerait de -5,4% en 2018 à 1,6% en 2019.

Le solde des transactions courantes poursuivrait son amélioration en 2019, à 295,0 milliards de FCFA, contre 231,0 milliards de FCFA en 2018, en relation avec la bonne tenue du solde commercial.

En définitive, à fin 2019, le déficit du solde global de la balance des paiements s'aggraverait, ressortant à -493,0 milliards de FCFA, après -334,0 milliards de FCFA en 2018.

Sur le plan monétaire, on enregistre un accroissement des avoirs extérieurs nets à un rythme annuel moyen de 5,5% passant à 616,0 milliards de FCFA en 2019.

Le taux d'inflation serait de 1,9% en 2018 et pourrait atteindre 2,4% en 2019.

## ✓ Gabon

Au terme des neufs (9) mois de 2018, l'activité économique nationale s'est quelque peu améliorée au regard des tendances observées au niveau des trois secteurs. En effet, comparativement au deuxième trimestre, on enregistre une légère embellie au niveau du secteur primaire grâce aux bons résultats du gaz naturel commercialisé, mais aussi, de la production de manganèse, de l'huile de palme brute et de l'exploitation forestière. Par contre, le secteur pétrolier s'est à nouveau caractérisé par un fléchissement de son activité.

Le secondaire a été marqué par la bonne tenue des industries agro-alimentaires (à l'exception des boissons), de l'industrie minière, et celle des industries du bois (excepté la fabrication du contreplaqué).

Les performances du secteur tertiaire sont restées quasiment similaires à celles enregistrées au trimestre précédent avec le recul de toutes ses composantes.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle a enregistré une hausse de 4,2% contre 3,3% sur la même période en 2017. En glissement annuel, les prix ont progressé de 5,1% contre 2,8% en septembre 2017.

L'observé conjoncturel du commerce extérieur sur les neufs (9) premiers mois de l'année 2018 fait ressortir un solde commercial excédentaire, en amélioration de 22,2% par rapport à fin septembre 2017. Cette évolution s'explique par la hausse des exportations (+12,3%) et une progression modérée des importations (+1%).

En 2018 et 2019, le Gabon resterait en croissance respectivement de 1,2% et de 3,6%, tirée par le secteur hors -pétrole notamment la branche agricole (huile de palme) et minière et par l'investissement d'un point de vue de la demande. S'agissant des finances publiques, sous l'impulsion du Programme de Relance Economique, les dépenses devraient se réduire en 2018 et 2019 et conduire à un solde primaire excédentaire en 2019. Sur le plan extérieur, la balance commerciale deviendrait positive en 2018 et 2019 mais en baisse pour l'année 2019. Enfin, en moyenne annuelle, le taux d'inflation serait contenu dans la norme communautaire.

### ✓ **Guinée Equatoriale**

La conjoncture économique de la Guinée Equatoriale au 30 septembre 2018 a été marquée par des légères améliorations en termes généraux.

En effet, le taux de croissance enregistré selon les comptes définitives de 2015 et, la révision des estimations de 2018 se sont restés à -3,6%, contre -4,9% en 2017. La production du pétrole a baissé de 2% en 2018 par rapport à la même période 2017 ; la production du Gaz a augmenté de 17,5% en 2018 vis-à-vis à l'année 2017 ; l'exploitation forestière a connu une forte baisse de 84% causée par l'interdiction d'exploitation de bois pour des raisons commerciales. L'exportation du pétrole a connu aussi une baisse de -22% par rapport à la période 2017. Le taux d'inflation en moyenne annuelle arrêté par l'Institut National de Statistiques de la Guinée Equatoriale (INEGE) au cours de la période étudiée est de 0,4%, contre 1,3% de la même période 2017.

S'agissant des perspectives économiques 2019, selon le modèle de prévisions « Macro fiscal » de la Direction Générale d'Economie et Comptes Nationaux, l'activité économique de la Guinée Equatoriale se caractériserait en 2019 par un taux de croissance du PIB réel de -1,7% contre -3,6% de 2018, dont -2,7% en 2019 contre -5,3% en 2018 pour le secteur pétrolier, et -0,4% en 2019 contre -2,1% en 2018 pour le secteur non pétrolier.

En finances publiques, la loi de finance de 2018 avait prévu un déficit de 58,47 milliards de FCFA, et celle de 2019, un déficit de 35,41 milliards de FCFA. Les recettes prévues en 2019 connaîtraient une variation +7%, en passant de 1.235,8 contre 1.153,2 milliards de FCFA de 2018. Alors que les dépenses publiques au cours de l'année 2019 connaîtraient un total de 1.271,2 milliards de FCFA, contre 1.211,6 milliards donc une augmentation de 5% par rapport à l'année 2018.

### ✓ **RD Congo**

Les développements économiques au second semestre 2018 révèlent, globalement, la poursuite de l'expansion de l'économie congolaise, attestée notamment par (i) une croissance solide, soit 4,1 % prévue pour 2018 contre 3,7 % en 2017, (ii) une relative stabilité de la monnaie nationale avec des taux de dépréciation de 2,5 % et 2,0 %, respectivement **à l'indicatif et au parallèle**, (iii) le ralentissement du rythme de formation des prix avec un taux d'inflation en glissement annuel de 9,55 % à fin novembre 2018, et (iv) une amélioration des échanges commerciaux. Ce résultat est consécutif à la bonne coordination des politiques macroéconomiques mises en œuvre par la Banque Centrale et le Gouvernement. Cependant, en dépit de cet élan positif, observé depuis le second semestre 2017, l'économie congolaise demeure non inclusive et exposée à la persistance de certains risques baissiers mais également des nouveaux risques susceptibles d'influer négativement sur les perspectives à court, moyen et long termes, en l'absence de mesures adéquates.

Il y'a lieu de souligner les risques liés notamment (i) à la lenteur dans la mise en œuvre des politiques structurelles, (ii) à l'intensification des tensions commerciales, entre les Etats-Unis et leurs partenaires dont la Chine, l'un des principaux partenaires de la RDC, (iii) aux perspectives baissières des cours de certains produits exportés par la RDC avec ces escalades commerciales, et (iv) à la légère accélération du rythme de formation des prix attendue en fin d'année, avec notamment les anticipations et spéculations négatives des opérateurs économiques à l'approche des festivités de fin d'année.

En termes de perspectives de croissance, la croissance du PIB réel, estimée à 4,2% en 2018, est projetée à 5,7% en 2019. Elle serait tirée par l'industrie extractive, les services (commerce, transport, banques et crédit), l'industrie manufacturière, l'agriculture et les BTP. Selon l'approche par la demande, elle sera boostée par la demande intérieure principalement la consommation des ménages.

### ✓ Sao Tome et Príncipe

Selon les estimations et les projections du produit intérieur brut de la République démocratique de Sao Tomé-et-Príncipe, l'Institut national de la statistique et en accord avec le programme du gouvernement et de l'étape franchie avec le FMI et la Banque mondiale, il a été constaté que, durant la période de 2005 à 2017, le taux croissance économique réel est dans une tendance positive, malgré quelques points de reculs observés en certains points de la période.

Il convient de noter que la croissance du PIB a connu un pic de l'ordre de 12,3 % en 2006 mais de manière globale la tendance de la croissance est non accélérative. De 2016 à 2018, la croissance économique a été soutenue.

### ✓ RCA

Au second semestre 2018, la conjoncture économique est caractérisée par un ralentissement des activités économiques suite à la recrudescence des violences dans la plupart des villes du pays. Le climat des affaires offert par le Gouvernement a rendu le secteur des grumes, de diamant, or, et contreplaqué très attrayant dans les zones stables (sud, Ouest) au second semestre 2018.

Les mesures incitatives ont permis aux entreprises de reprendre timidement leur productivité et leurs recettes par rapport au semestre précédent.

Le secteur secondaire a enregistré une légère progression, portée par une hausse sensible de la production de diamant suite à la lever partiel de l'embargo, et une légère progression de la production d'électricité, en dépit du fléchissement de la production forestière et d'eau.

En ce qui concerne le tertiaire, l'effectif des passagers transportés par voie aérienne tant à l'entrée qu'à la sortie s'est bien comporté ainsi que la consommation du carburant.

Les prix à la consommation ont affiché une baisse maintenant le niveau d'inflation au mois de septembre à 2,4% au-dessous de la norme de convergence multilatérale.

En termes de prévisions, la croissance économique de la RCA en 2018 est de 4,3%, soit au dessus de la prévision de 4% du début d'année. Cette croissance cache beaucoup d'hétérogénéité.

Du côté de la demande, la croissance est soutenue par l'investissement public avec la mise en œuvre de beaucoup des travaux dans le domaine du BTP ; et par la consommation privée tandis que du côté de l'offre, on note :

- Dans le secteur primaire (3,3%) la dynamique du secteur a légèrement dépassé celui de l'an dernier. L'exploitation forestière est la principale locomotive du secteur en 2018. Au premier semestre 2018, la production de grumes est relativement constante en dépit d'une exportation exponentielle dépassant la même période de l'an passé de 53,3%, soit 219 346 m<sup>3</sup> en 2018 contre 145 612,221 m<sup>3</sup> en 2017. Cette tendance serait encore mieux en fin d'année en lien avec la reprise des activités de deux (2) PEA et de l'accroissement de la demande extérieure. La reprise progressive de la sécurité favoriserait l'atteinte de cet objectif.
- Dans le secteur secondaire (5,0%) : la reprise des activités des BTP (4,9%) en lien avec la construction de plusieurs édifices publics et des ouvrages d'arts. Le déstockage du diamant au premier semestre en faveur de certaines sociétés a permis de soutenir ce secteur.
- Dans le secteur tertiaire, une hausse de 2,9% est observée en lien avec la bonne tenue des services marchands (5%) plus particulièrement dans le domaine du « commerce (5,1) » et des « transports et télécommunications (5%) ».

Les perspectives macroéconomiques sont tributaires de la réalisation des trois piliers du Plan de Relèvement et de Consolidation de la Paix en Centrafrique (RCPCA) notamment :

- Tous les services déconcentrés de l'Etat sont redéployés sur toute l'étendue du territoire et pratiquent la gouvernance locale inclusive ;
- Les services essentiels de base sont fournis à la population sur toute l'étendue du territoire, en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'eau et la capacité des structures nationales sont progressivement renforcées ;
- D'ici 2021, les secteurs productifs de l'économie sont développés et relancés, les infrastructures de productions sont construites et réhabilitées et, les conditions pour le développement d'un secteur privé et la création d'emplois décents sont assurées.

A moyen terme c'est-à-dire sur un horizon 2019-2021, la poursuite de la mise en œuvre du RCPCA, permettrait l'augmentation de la capacité de production dans le domaine de l'énergie, qui serait un déclencheur de la croissance. Le renforcement de l'investissement public constitue des atouts pour envisager une estimation de la croissance moyenne de PIB à 4,3% de 2018 et 5,0% en 2019, 5,0% en 2020 et 5,5% en 2021.

## ✓ Tchad

Globalement, la situation conjoncturelle est bonne avec la collecte des données au 3e trimestre 2018 et les perspectives en fin de l'année.

La production pétrolière connaît une croissance de 27,0 % au 3e trimestre 2018 par rapport au 2e trimestre de la même année. Les cours du Brent devraient progresser, à un niveau égal à la moyenne de 67 dollars le baril sur le trimestre, portés par une demande soutenue, le respect des quotas OPEP et les tensions géopolitiques. Les prix à la consommation au 3e trimestre sont de 3,9 % sous l'effet de la bonne production céréalière de la campagne agricole 2018/2019.

Au vu des informations conjoncturelles, l'économie tchadienne renoue avec la croissance (1,5 %) en 2018 après deux années de récession (-3,7 % en 2016 et -3,8 % en 2017). Cette reprise s'expliquerait par le retour du dynamisme dans le secteur pétrolier (3,5 %) et la bonne campagne agricole 2018/2019. Cette situation économique s'est ressentie positivement sur l'exécution du budget général de l'Etat.

S'appuyant sur des hypothèses réalistes notamment une production du pétrole de 114 751 barils par jour avec un cours du Brent à 65 dollars US, une décote de 5 dollars US le baril et un taux de change de 555 FCFA pour 1 dollar US. En 2019, le taux croissance économique serait de 6,9 % (croissance hors pétrole serait de 3,0 %).

### ***Session 3 : Conjoncture économique vue par les organisations sous-régionales et internationales***

#### **(i) Conjoncture économique régionale présentée par la BEAC**

Les perspectives macroéconomique de la CEMAC (Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale) en 2018 reposent sur les hypothèses suivantes : au plan externe, un léger repli des cours mondiaux de pétrole brut (69,4 dollars/baril contre 52,8 dollars/baril en 2017), une dépréciation du dollar américain de 4,8 % à 553,1 FCFA/dollar, et une moindre amélioration des termes de l'échange (+11,2 % contre +10,5 % en 2017) ; au plan intérieur, sur la hausse de la production pétrolière (+4,5 % à 43,9 millions de tonnes), le repli important de la production de gaz (-11,3 % à 5 900,9 milliers de tonnes), et la poursuite des réformes macroéconomiques et structurelles par les Etats de la Sous-région. Toutefois, le risque pesant sur la non signature d'un programme financier au Congo avec le FMI pourrait avoir un effet négatif sur la stabilité monétaire en raison de la faible mobilisation des ressources extérieures qui en découlerait.

Sur cette base, l'économie de la CEMAC serait caractérisée en 2018 par : (i) une accélération moins que prévue des activités, avec un taux de croissance de 1,5 % (+ 2 % pour le secteur pétrolier et +1,4 % pour le secteur non pétrolier), contre +0,2 % en 2017, (ii) une progression du niveau général des prix autour de 1,7 % en moyenne annuelle, contre 0,9 % en 2017, (iii) un accroissement de l'excédent du solde budgétaire base engagements, dons compris, à 0,8 % du PIB, contre - 3,7 % du PIB en 2017, ainsi qu'une contraction du compte courant à - 3,1 % du PIB, contre - 4,2 % du PIB en 2017, et (iv) un accroissement de la masse monétaire de 5,4 %, pour un taux de couverture extérieure de la monnaie qui se situerait autour de 60,7 %.

A moyen terme, le taux de croissance réel de l'activité devrait s'établir à +3,2 % en 2019, puis à +3,5 % et 3,6 % respectivement en 2020 et 2021, contre +1,5 % en 2018, grâce principalement aux performances du secteur non pétrolier. En effet, Ces performances reposent sur les secteurs agricoles, des services, des BTP et des industries manufacturières. En effet, la reprise de la filière cotonnière dont la production annuelle à l'horizon 2023 pourrait atteindre 300 milles tonnes, contre 45,91 milles tonnes en 2018 au Tchad et le développement de la filière palmier à huile au Gabon avec une production qui passerait de 80 milles tonnes en 2018 à plus 212 milles tonnes en 2021 par le groupe OLAM dynamiserait la branche agricole. Les projets d'aménagement des infrastructures portuaires, ferroviaires et aéroportuaires au Gabon et au Congo, et aussi en RCA, dans une moindre mesure, relanceraient les BTP. De même, les activités des branches des transports, de l'hôtellerie et de la restauration seraient également dynamiques.

#### **(ii) Conjoncture économique régionale présentée par la CEA**

Les participants ont suivi la présentation faite par la CEA sur les récents développements aux plans économique et social et les perspectives en Afrique centrale. L'expert de la CEA a indiqué que l'Afrique centrale a amorcé une reprise après une contraction de 0,7% en 2016 et une stagnation en 2017. La croissance s'établirait à 2% en 2018 à la faveur d'une hausse des cours pétrole. Pour ce qui est de la gestion des finances publiques, le présentateur a souligné qu'elle s'est caractériserait en 2018 par une réduction du déficit budgétaire consécutive à une hausse des cours du pétrole. L'exposant a noté que les niveaux d'endettement posaient un problème pour le développement à long terme des pays de la sous-région. Pour ce qui est du développement social l'expert de la CEA a

---

<sup>1</sup> Le cadrage macro-économique du Tchad a été une fois de plus révisé en novembre 2018 pour prendre en compte le reliquat de la production de coton graine de la campagne 2016/2017 (29 585 tonnes) qui a été acheté en 2017/2018.

indiqué qu'il progresse lentement et s'est même dégradé pour certain pays en raison des difficultés économiques. Le présentateur a conclu sa présentation en indiquant que les perspectives seraient plus favorables en 2019 avec une croissance sous-régionale de 2,8%. Ces perspectives favorables s'appuient sur l'hypothèse de la poursuite de la reprise de l'activité économique mondiale et de la hausse attendue des cours des principales matières premières exportées notamment le pétrole. Toutefois la faible diversification économique, les aléas climatiques, ou encore les problèmes d'ordre sécuritaire pourraient nuire à la croissance économique de la sous-région en 2019.

### **(iii) Etat de la convergence en 2017 et perspectives 2018 dans les Etats membres de l'UEMOA**

La présentation a été faite par Monsieur Aba CAMARA, Chargé des Etudes et des Statistiques Economiques à la Commission de l'UEMOA. En 2018, l'environnement international des pays de l'UEMOA est moins favorable avec les incertitudes liées à la guerre commerciale entre les Etats – Unis et la Chine. La reprise de l'économie mondiale se confirme mais les cours des matières premières sont en baisse. L'Union devrait atteindre une croissance de 6,6% comme en 2017. Cette bonne performance est surtout imputable à une bonne tenue de tous les secteurs. L'inflation serait modérée en 2018 avec un taux de 0,9% contre 0,8% en 2017. Par ailleurs, les finances publiques sont caractérisées par une progression des recettes budgétaires de 10,3%, représentant 18,6% du PIB contre 18,3% en 2017.

Dans ces conditions, un seul pays respecterait tous les critères de premier rang à fin 2018. Il s'agit de la Guinée Bissau. En 2019, les perspectives sont bonnes, une croissance de 6,9% est attendue. L'inflation devrait rester modérée et les finances publiques s'amélioreraient avec un déficit global qui représenterait 5,3% du PIB. Tous les Etats devraient respecter les trois critères de premier rang à l'exception du Niger. Des risques demeurent sur ces prévisions notamment les menaces sécuritaires, la volatilité des cours des matières premières, les conditions climatiques, le risque phytosanitaire et le durcissement des conditions financières. Pour améliorer les performances des Etats, la Commission a formulé des recommandations notamment la diversification de la base productive.

### **(i) Etat de la convergence en 2018 et perspectives 2019 dans les Etats membres de la CEMAC**

S'agissant de l'état de conformité aux nouveaux critères de convergence de la CEMAC en 2017, la Communauté a observé trois critères sur quatre, à savoir ceux relatifs au solde budgétaire de référence, à l'inflation et à l'endettement. Le critère sur l'absence d'arriérés de paiement n'a été respecté par aucun Etat membre. Par pays, la Guinée Équatoriale et le Tchad ont respecté trois critères sur quatre, à l'exception de celui portant sur l'absence d'arriérés de paiement. Les autres pays ont respecté deux critères. Ces critères sont l'inflation et l'endettement pour le Cameroun et le Gabon, le solde budgétaire de référence et l'endettement pour la Centrafrique, le solde budgétaire de référence et l'inflation pour le Congo.

Quelques risques majeurs pèsent sur les perspectives de 2018 et 2019, en l'occurrence :

- un nouveau retard dans la conclusion du programme économique et financier du Congo avec le FMI, qui pourrait contraindre la mobilisation des appuis budgétaires attendus par ce pays et ralentir l'atteinte des objectifs en matière de stabilité externe de la zone ;
- l'entrée en production retardée de nouveaux champs pétroliers au Congo et au Tchad ;
- la persistance des tensions sécuritaires dans le Bassin du Lac Tchad et en Centrafrique ainsi

que de la crise socio-politique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun qui pourrait impacter négativement la production et la mobilisation des recettes fiscales et douanières ;

- une faible consolidation budgétaire dans certains Etats membres avec comme corollaire une mobilisation insuffisante des recettes fiscales, une détérioration du solde budgétaire et des tensions sur la masse salariale et le paiement du service de la dette.

## **(ii) Etat de mise en œuvre des recommandations du précédent séminaire et situation des pays**

Après un rappel des recommandations du dernier séminaire, un tour de table a permis aux participants de faire le point sur les activités en cours et celles en projet au sein de leurs institutions respectives. Il est ressorti que la plupart des recommandations ont été mises en œuvre en dépit du problème du financement pour certaines opérations.

### **POINT 4 : RECOMMANDATIONS DU SEMINAIRE**

Au terme des travaux, les participants au séminaire ont formulé les recommandations suivantes :

#### **Aux administrations chargées de la production de statistiques de court terme, de l'analyse conjoncturelle et de l'élaboration des prévisions macroéconomiques (Institut National de la Statistique (INS) et Direction de la Prévision (DP)) :**

- Impliquer les prévisionnistes dans l'élaboration des comptes nationaux ;
- Mener les travaux de rebasage à fréquence régulière ;
- Renforcer la collaboration entre les INS et les DP pour faciliter l'intégration des résultats du rebasage dans les travaux de cadrage macroéconomique ;
- Systématiser les travaux de rétropolation pour les besoins d'information statistique et d'analyse économique ;
- Systématiser la mise à jour des modèles de cadrage sur la base des statistiques révisées, dès la fin des travaux de rebasage ;
- Harmoniser les procédures et méthodologies pour assurer la comparabilité des agrégats, indicateurs macroéconomiques et les finances publiques.
- Communiquer sur les activités de rebasage et associer toutes les parties intégrantes (Comptable national , conjoncturiste, et prévisionniste, etc.) ;
- Documenter le projet de rebasage en ayant un document projet ;
- Améliorer le dispositif de suivis des statistiques ;
- Relancer les productions des rapports sur l'identification et l'évaluation des risques budgétaires.
- Faire la restitution des interventions du séminaire auprès des services respectifs, notamment par des exposés sur les présentations du thème central ;
- Sensibiliser les hiérarchies pour une meilleure coordination des différentes structures produisant des données et des notes de conjoncture ;
- Mettre en place ou renforcer des cadres de concertation technique entre comptables nationaux, conjoncturistes et prévisionnistes ;



- Allouer des moyens suffisants pour rendre plus dynamiques les comités de cadrage macro-économiques dans les pays ;
- Solliciter, en cas de besoin, l'assistance des institutions compétentes pour la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité ;
- Accélérer le processus de ratification du traité d'adhésion à AFRISTAT pour les Etats non encore membres.

#### **A la Commission de la CEMAC**

- Exhorter les instituts en charge des Statistiques officielles à l'harmonisation des années de base, l'arrimage au SCN 2008 et la production des comptes nationaux définitifs des années récentes.
- S'inspirer du modèle de l'UEMOA dans la mise en œuvre du SCN 2008 pour accompagner les tous les Etats membres de la CEMAC à la migration de leurs comptes nationaux vers le SCN 2008 dans les plus brefs délais.
- Améliorer et renforcer le dispositif des suivis des statistiques des pays à l'image des initiatives faites au niveau du TOFE ;
- Accélérer la finalisation et la mise en œuvre du Programme Statistique Régional CEMAC en cours d'élaboration ;
- Perpétuer l'initiative de collaboration avec les institutions sœurs dont UEMOA et BCEAO pour le partage des expériences, à travers des ateliers, rencontres d'imprégnation et autres réunions de travail ;
- Envisager l'élaboration d'un plan de communication sur les résultats des travaux de la surveillance multilatérale ;

#### **A AFRISTAT, à la BEAC, à la CEA :**

- Accompagner les Etats à faire le rebasage des comptes nationaux et les modèles de prévision.
- Sensibiliser les hautes autorités nationales sur l'importance de la statistique comme outil de décision pour un développement aux plans économique, social et environnemental ;
- Redynamiser le dispositif communautaire de renforcement du système statistique de la sous-région (comité sous-régional de la statistique, fonds de développement de la statistique, comité sous-régional de cadrage) ;
- Définir à l'avance le calendrier des séminaires régionaux de conjoncture économique ;
- Accompagner les Etats membres dans la production des bulletins et notes de conjoncture et prévision de qualité (identification des besoins, renforcement des capacités) ;
- Faire un plaidoyer auprès des bailleurs de fonds pour financer les projets nationaux de rebasage ou de migration vers le SCN 2008 ;
- Développer des appuis techniques intensifs en faveur des Etats fragiles en termes de développement statistique à l'instar de la RDC, du Sao Tomé et Príncipe et de la Guinée Equatoriale;
- Renforcer la coordination des activités pour une plus grande efficacité et synergie des forces.

#### **Date, lieu et thème du prochain séminaire :**

Le prochain séminaire de conjoncture des pays d'Afrique Centrale aura lieu du 06 au 10 mai 2018 à Douala (Cameroun) et portera sur le thème « la dessaisonnalisation des séries chronologiques ».

## **POINT 5 : REMERCIEMENTS**

Les participants au séminaire sur la conjoncture économique au second semestre 2018 tenu à Douala du 03 au 07 décembre 2018 expriment leur profonde gratitude aux autorités camerounaises, et au peuple camerounais pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour à Douala.

Ils expriment leur remerciement à la Commission de la CEMAC, à AFRITAC

CENTRE, à la Direction Générale d'AFRISTAT, et à la BEAC pour les moyens mis à leur disposition en vue du bon déroulement de leurs travaux. En outre, ils apprécient la participation très active des autres partenaires notamment la Commission de l'UEMOA et la Commission Economique pour l'Afrique (CEA BSR-AC).

## **POINT 6 : CEREMONIE DE CLÔTURE**

La cérémonie de clôture a été marquée par l'allocution de Monsieur DJIMTOÏNGAR NADJOUNOUM, Directeur des Etudes Economiques de la Commission de la CEMAC.

Douala, le 07 décembre 2018.

## ANNEXES

**Séminaire du second semestre sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme  
dans les Etats de l'Afrique centrale, du Burundi, de Sao Tomé et Principé et de l'Union des Comores,  
membres d'AFRISTAT**

**Douala du 03 au 07 décembre 2018**

Annexe1:LISTE DES PARTICIPANTS

<b>N° D'ORD RE</b>	<b>NOM ET PRENOM</b>	<b>INSTITUTION/ PAYS</b>	<b>FONCTION</b>	<b>ADRESSE TELEPHONIQ UE</b>	<b>ADRESSE MAIL</b>
1	NIZIGIYIMANA Jean Baptiste	ISTEEBU/ Burundi	Chef de service Conjoncture et Commerce Extérieur	+ 257 79948581	Jbnizigiyimana1@gmail.com
2	NGOUANA KOUDJOU Serges	INS/ Cameroun	Chargé d'études	+237 679611289	ngouanaserges@yahoo.fr
3	MENDOUGA Serge H.	MINFI/ Cameroun	Prévisionniste	+237 675759675	serge_mendouga@yahoo.fr
4	YAOUILI THENDET Stella Lorraine	MEPC / DGEPD RCA	Chef de Service de l'Analyse Conjoncturelle	+236 75505452	yaouili_thendet@yahoo.fr

<b>N° D'ORDRE</b>	<b>NOM ET PRENOM</b>	<b>INSTITUTION/ PAYS</b>	<b>FONCTION</b>	<b>ADRESSE TELEPHONIQUE</b>	<b>ADRESSE MAIL</b>
5	YOCKA Pascal	ICASEES / RCA	Chef de service	+236 72306854	yocka2004@yahoo.fr
6	BOULA ALANY Trésor	INS / Congo	Chef de service de la Conjoncture	+242 069385738	tresor_alany@yahoo.fr
7	PANDI PANGOUE G.	DGE / Congo	Chef de service	+242 066757128	gyspandi@gmail.com
8	KABATA JIBIKILAY	Banque Centrale du Congo/ RDC	Economiste	+243 813559007	kabata@bcc.cd
9	SIASI MAMONEKENE	Banque Centrale du Congo / RDC	Economiste	+243 816883125	siasi@bcc.cd
10	LUKUSA Arsène	Direction des Etudes Macroéconomiques/ MIN.ALAN/ RDC	Chargé d'Analyse Macroéconomiques	+243 812215984	lukusatshilumba@gmail.com
11	IZANSONE Aimé	Institut National de la Statistique/ RDC	Chef de Bureau Conjoncture	+243 826066173	aimeizansone@gmail.com
12	LEKOGO Annelle Clarisse	DGEPF/ Gabon	Chef de service	+241 06243975	lekogoannetteclarisse@yahoo.fr

<b>N° D'ORDRE</b>	<b>NOM ET PRENOM</b>	<b>INSTITUTION/ PAYS</b>	<b>FONCTION</b>	<b>ADRESSE TELEPHONIQUE</b>	<b>ADRESSE MAIL</b>
13	LOUBAKI-DIMBOU Anuarite	DGEPF/ DPAE/ Gabon	Chargé d'Etudes Prévision Macroéconomique	+241 02056906	lanuarite@yahoo.fr
14	Pascual NVO MANGUE	MHEP / Guinée Equatoriale	DG Economie	+240 222225422	mauangue@hotmail.com
15	Ruben EDJANG BIBANG	Guinée Equatoriale	Chef de service	+240 222168547	<a href="mailto:hermoedjang@gmail.com">hermoedjang@gmail.com</a>
16	FRIDA Clemenicia Ada	Guinée Equatoriale	Chef de service	+240 222002766	<a href="mailto:fridaadaoyono@hotmail.com">fridaadaoyono@hotmail.com</a>
17	FERNANDES DE FREITAS Adelino	INSE RDSTP	Technician Superieur Economist.INT.	+239 9949809	Adelino.defreitas3@gmail.com
18	AHMAT SOULEYMANE Hachin	INSEED/ Tchad	Chef de service	+235 66210303	amadysol@yahoo.fr
19	BADY EBE	DEP/MFB/ Tchad	Directeur Adjoint	+235 68338882	<a href="mailto:badyebe@gmail.com">badyebe@gmail.com</a>
20	BAL Mamadou Malick	CEA	Economiste	+237 222504346	<a href="mailto:balm@un.org">balm@un.org</a>

N° D'ORDRE	NOM ET PRENOM	INSTITUTION/ PAYS	FONCTION	ADRESSE TELEPHONIQUE	ADRESSE MAIL
21	EHOWE NGUEM Blaise	BEAC	Cadre Service Prévision Macroéconomiques	+237 696074664	<a href="mailto:ehowe@beac.int">ehowe@beac.int</a> <a href="mailto:blaisehowe@yahoo.fr">blaisehowe@yahoo.fr</a>
22	DJIMTOINGAR NADJIOUNOUM	C/CEMAC	Directeur	+240 555001691	<a href="mailto:djimtoingar@yahoo.fr">djimtoingar@yahoo.fr</a> djimtoingarn@cemac.int
23	MAMADOU ISSA BABA	C/CEMAC	Directeur FP	+240 555001695	<a href="mailto:mamadoui@cemac.int">mamadou@cemac.int</a>
24	GBAZA Samuel	C/CEMAC	Sous-Directeur SM	+240 555001693	samuelgbaza@yahoo.fr
25	THIAW Kalidou	C/UEMOA	Chef de Division de la Prévision Economique	+226 72897409	<a href="mailto:kthiaw@uemoa.int">kthiaw@uemoa.int</a> kalidouthiaw@yahoo.fr
26	CAMARA ABA	C/UEMOA	Chargé des Etudes et des Statistiques Economiques	+226 78985979	<a href="mailto:acamara@uemoa.int">acamara@uemoa.int</a>
27	EDI Serge Jean	AFRISTAT	Coordonnateur DESE	+223 70275015	edi@afristat.org
28	TABO SYMPHORIEN	AFRISTAT	Expert en comptabilité nationale	+22391034650	tabo@afristat.org

<b>N° D'ORD RE</b>	<b>NOM ET PRENOM</b>	<b>INSTITUTION/ PAYS</b>	<b>FONCTION</b>	<b>ADRESSE TELEPHONIQ UE</b>	<b>ADRESSE MAIL</b>
30	Sévérin Yves KAMGNA	AFRITAC Centre	Conseiller	+241 04214477	skamgna@imf.org



## ANNEXE 2 : TDR

### TERMES DE REFERENCE

#### 1. Contexte et justification

Depuis plusieurs années la Commission de la CEMAC et AFRISTAT organisent conjointement les séminaires semestriels sur la conjoncture économique et les prévisions à court terme au profit des Etats membres. AFRITAC Centre se joint à ces deux institutions dès la présente session.

Ce séminaire du second semestre 2018, comme les précédents, permettra d'établir un diagnostic de la conjoncture au second semestre en vue d'améliorer les prévisions 2018, et d'examiner celles de 2019 dans chacun des Etats. La conjoncture économique dans l'ensemble de la zone CEMAC sera également débattue et sa cohérence avec les informations fournies par les Etats sera analysée par les participants. Les représentants des institutions sous régionales et régionales prendront part également aux travaux de la rencontre.

Au cours de ces séminaires, un thème technique précis facilite le renforcement des capacités des participants à travers le traitement des dernières évolutions techniques dans leurs domaines de spécialité. Pour le présent séminaire, le thème retenu porte sur « **Les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique** ».

Entamée en Afrique de l'Ouest par le Ghana et le Nigéria, dans le cadre du passage au Système de Comptabilité Nationale 2008 (SCN-2008), cette opération de changement d'année de base a entraîné une révision à la hausse du PIB ghanéen de plus de 60% en novembre 2010 et à la nation la plus peuplée du continent, le Nigeria de devenir la première économie africaine et d'enregistrer une hausse de 72,9% de son PIB par tête (en dollars) en 2012.

Dans les pays membres d'AFRISTAT (Zone UEMOA, Zone CEMAC, et autres) plusieurs pays ont pu ou envisagent de procéder au rebasage de leurs comptes nationaux, notamment avec l'appui d'AFRITAC Ouest et Centre, AFRISTAT et Commissions CEMAC et UEMOA, CEA, BAD, etc). En 2017, les données macroéconomiques officielles du Sénégal ont été révisées avec une nouvelle année de base 2014. Avant ce pays, c'était le Mali avec une nouvelle année de base (1999), le Cameroun (base 2005), le Tchad (base 2005), la Centrafrique (base 2005), et le Bénin (base 2007).

Toutefois, dans le contexte particulier des pays africains, la notion de rebasage des comptes nationaux n'est pas homogène et l'exercice entraîne souvent une rupture dans l'information statistique et dans le suivi approprié des économies, en raison des nombreuses contraintes auxquelles doivent faire face les INS et les Directions de la Prévision. Le séminaire permettra de mettre en évidence les difficultés et les meilleures pratiques concernant l'opérationnalisation de ce changement de base, leur prise en charge par les modèles de prévision ainsi que les enjeux et défis qu'il implique pour les travaux de cadrage macroéconomique.

#### 2. Objectifs

L'objectif général du séminaire est de renforcer les capacités des participants sur le thème central : « **Les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique** ». Il permettra, en outre, des échanges et des discussions entre lesdits participants, en vue de dégager une orientation cohérente de la conjoncture économique au second semestre 2018 et des prévisions pour 2019.

Il a plusieurs objectifs spécifiques :

- 1) collecter des informations et des données fiables et à jour sur la situation conjoncturelle et les prévisions des Etats en vue de faciliter les travaux de

- synthèse de la Commission, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre, de la BEAC et des autres institutions sous régionales et régionales ;
- 2) faciliter les échanges de données, d'informations, de méthodologies et de publications entre les conjoncturistes et les prévisionnistes de la Zone CEMAC, de la RDC, du Burundi, des Comores, du Sao Tome Principe, du Djibouti et de Madagascar ;
  - 3) identifier dans l'évolution récente de la conjoncture économique les éléments qui déterminent le niveau des agrégats macroéconomiques de l'année 2018, et voir dans quelle mesure ils conduisent à réviser les prévisions élaborées au premier semestre 2018;
  - 4) confronter les analyses de la conjoncture économique faites par les participants au cours de cette année 2018 et en déduire les grandes tendances qui devraient orienter les économies des Etats en 2019 ;
  - 5) renforcer les capacités des pays sur les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique.

### 3. Résultats attendus

Les résultats attendus de ce séminaire sont :

- 1- des statistiques et informations fiables sur la conjoncture au second semestre 2018 dans chacun des Etats sont fournies ;
- 2- des prévisions claires et détaillées pour 2018 et 2019 dans chacun des Etats sont présentées ;
- 3- une orientation cohérente des prévisions macroéconomiques 2018-2019 pour les pays concernés ;
- 4- une synthèse de la conjoncture et des perspectives économiques des pays de la zone ;
- 5- les capacités des participants sont renforcées dans le domaine du rebasage des comptes nationaux et dans la compréhension de ses enjeux et défis pour le cadrage macroéconomique.

### 3. Public cible

Ce séminaire est organisé à l'intention des économistes et des statisticiens en charge des travaux de synthèse conjoncturelle et de prévision macroéconomique à court terme. Pour chaque pays, il est prévu la prise en charge d'un macroéconomiste chargé des travaux de prévision officielle notamment du cadrage macroéconomique et celle d'un économiste statisticien responsable des travaux de synthèse conjoncturelle.

Le séminaire sera animé par les experts de la Commission de la CEMAC, d'AFRISTAT, d'AFRITAC Centre et de l'Insee. Les experts de la BEAC, de la CEA BSR-AC, et des Banques centrales du Burundi, de la RDC, des Comores, de Sao Tomé et Principe, de Djibouti et de Madagascar sont également invités à appuyer, en fonction de leurs expériences respectives, la réflexion qui y sera menée.

#### 4. Orientation et contenu

Le séminaire est conçu pour être un appui aux participants en vue de leurs publications à venir (conjoncture du second semestre 2018 et cadrage macroéconomique 2018-2019, note de conjoncture régionale, etc.).

Aussi, la délégation de chaque Etat au séminaire est appelée à bien préparer son diagnostic, à partir des données officielles récentes et celles de prévisions de l'environnement international.

Les participants devront notamment montrer dans leur présentation quels sont les principaux éléments de l'environnement économique mondial récent et en cours qui ont un impact sur l'économie de leur pays en 2018 et qui pourraient influencer la situation économique et sociale en 2019.

Le contenu de ces rencontres sera articulé autour :

- des présentations sur les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique appuyées par les présentations des cas de changement de

base dans certains pays par les participants et leur prise en compte par les prévisionnistes;

- de la conjoncture économique au second semestre 2018 et les prévisions macroéconomiques 2018-2019 dans les Etats de la CEMAC, de la RDC, du Burundi, des Comores, de Sao Tome et Principe, de Djibouti et Madagascar ;
- de la conjoncture économique de la zone vue par les organisations sous-régionales et les organisations internationales ;
- de la synthèse des discussions sur la conjoncture du second semestre 2018 et les prévisions macroéconomiques à court terme suivie de recommandations.

#### **5. Pays et institutions invités, calendrier et lieu du séminaire**

**Pays et institutions participants : 6 Etats membres de la CEMAC, la RDC, le Burundi, les Comores, Sao Tome et Principe, Djibouti et Madagascar, les banques centrales, l'Insee, la CEA BSR-AC, la Commission de la CEMAC, AFRITAC Centre et AFRISTAT.**

**Date et lieu : du 3 au 7 décembre 2018 à Douala au Cameroun.**

Quant aux présentations-pays sur la prise en compte du rebasage des comptes nationaux dans les modèles de cadrage, elles seront faites en particulier par les représentants du Cameroun, du Burundi, du Tchad, de la RDC, Djibouti, la Centrafrique et du Gabon. Elles doivent s'articuler autour des points ci-après :

- Contexte et justification du rebasage dans les modèles de prévision
  - Prise en charge d'une nouvelle série de comptes nationaux
  - Décision politique
  - Année de base trop ancienne
- Cadre institutionnel mis en place au niveau de la Direction de la Prévision
  - Géré directement par les cadres de la DP
  - Consultants extérieurs
  - Comité de pilotage
  - Liens avec l'INS
- Mise en œuvre pratique dans le modèle (différentes étapes de l'opérationnalisation)
  - Traitement des séries antérieures
  - Rétropolation des données
  - Gestion de TES, TRE
- Incidence du rebasage sur les principaux agrégats macroéconomiques
  - Description des premiers résultats
  - Evolutions remarquables au niveau des agrégats macroéconomiques
- Niveau de validation des résultats
  - Technique
  - Politique
  - Cadre de restitution et de diffusion
- Difficultés rencontrées et solutions proposées
- Enseignements et perspectives

#### **6. Documents**

- Chaque statisticien conjoncturiste devra faire une communication (en Fichier Word) sur la tendance des indicateurs conjoncturels (commerce, prix, taux d'intérêt, actifs financiers) au second semestre 2018 dans son pays. Ce fichier devra être envoyé à la Commission de la CEMAC, à AFRITAC Centre et à AFRISTAT au plus tard le lundi 19 novembre 2018. Les points saillants de cet exposé seront présentés (sur PowerPoint) par l'auteur au cours du séminaire en 15 minutes.
- Chaque prévisionniste, quant à lui, devra présenter une communication (en Fichier Word) sur les prévisions macroéconomiques 2018-2019 du pays. Ce fichier devra être envoyé à la

Commission de la CEMAC, à AFRITAC Centre et à AFRISTAT au plus tard le lundi 19 novembre 2018. Les points saillants de cet exposé seront présentés (sur PowerPoint) par l'auteur au cours du séminaire en 15 minutes.

Afin de faciliter les travaux de synthèses, les présentations devront être faites selon un canevas standard qui sera envoyé aux participants.

**Annexe 3 :**  
**Programme du séminaire de conjoncture du second semestre 2018**  
**3 au 7 décembre 2018 à Douala**

<b>Lundi 3 décembre</b>		
<b>MATIN</b>	<b>Présidence : AFRISTAT et Commission de la CEMAC ; Secrétariat : Congo et Gabon</b>	
08H30 - 9H00	Installation des participants	
09H00 - 09H15	Cérémonie d'ouverture: Discours d'ouverture du Commissaire en charge des politiques économiques de la Commission	
09H15 - 09H30	Présentation des participants et adoption du programme de travail	TOUS
09H 30 - 10H	Pause café	
	<b>Session 1 : Les enjeux et défis du rebasage des comptes nationaux pour le cadrage macroéconomique</b>	
10H - 10H30	Préalables et conditions optimales pour un rebasage réussi des comptes nationaux et/ou des modèles de prévision	AFRISTAT
10h30- 11h	Débat	
11h-11h30	Conséquences du rebasage des comptes nationaux sur les agrégats macroéconomiques régionaux: Expérience de la BEAC	BEAC
11h30 - 12h	Débat	
12h – 12h30	Rebasage des comptes nationaux dans les Etats membres de l'UEMOA	UEMOA
12h30 -13h	Débat	
<b>APRES-MIDI</b>		
14H -14H30	Rebasage des comptes nationaux et dispositifs de prévision macrobudgétaire	AFC
14H30 – 15H	Débat	
15H -15H15	Pause café	
15H15 - 15H45	Méthodologie de Retropolation des comptes nationaux	AFRISTAT
15H45 -16H15	Débat	
<b>Mardi 4 décembre</b>	<b>Présidence : AFRISTAT et Commission de la CEMAC ; Secrétariat : Tchad et RCA</b>	
<b>MATIN</b>		
8H 30 - 9H	Reformes du TOFE	CEMAC
9H-9H30	Débat	
9H30 -10H		
10H – 10H30	Débat	
10H30 – 11H	Pause-café	
11H – 11H30	Expérience du rebasage au Cameroun	Cameroun
11H30-12H	Débat	
12H – 12H30	Expérience du rebasage en RDC	RDC
12H30-13H	Débat	
<b>APRES-MIDI</b>		
14H -14H30	Expérience du rebasage	
14H30 – 15H	Débat	
15H -15H15	Pause-café	
15H15 - 15H45	Expérience du rebasage autre pays / Autres présentations	
15H45 – 16H15	Débat	
<b>Mercredi 5 décembre</b>	<b>Session 2 : Diagnostic conjoncturel au second semestre 2018 et prévisions 2018-2019 dans les Etats</b>	
	<b>Présidence et secrétariat: BEAC, RCA</b>	
8H - 8H 30	L'environnement international dans la base de données d'AFRISTAT	AFRISTAT
8H 30 - 9H	Débat	

9H00 - 9H 30	Conjoncture 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 et prévision économique 2018-2019 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	Congo
9H30 - 10H	Débat	
10H - 10H30	Pause café	
10H 30 - 11H	<b>Présidence et rapporteur : Guinée Equatoriale, Cameroun</b> Conjoncture 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 et prévision économique 2018-2019 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	Tchad
11H - 11H 30	Débat	
11H 30 - 12H	Conjoncture 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 et prévision économique 2018-2019 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	Gabon
12H - 12H30	Débat	
	Déjeuner libre	
<b>APRES-MIDI</b>	<b>Présidence et rapporteur : Sao Tome, Tchad</b>	
14H - 14H30	Conjoncture 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 et prévision économique 2018-2019 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	Guinée Equatoriale
14h30 – 15H	Débat	
15H - 15H30	Conjoncture 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 et prévision économique 2018-2019 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	RCA
15H30 – 16H	Débat	
16H -16H15	Pause café	
16H15 – 16H45	Conjoncture 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 et prévision économique 2018-2019 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	
16H45 - 17H	Débat	Cameroun
<b>Jeudi 25 octobre</b>		
<b>MATIN</b>	<b>Présidence et rapporteur : RCA, Gabon</b>	
8H - 8H30	Conjoncture 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 et prévision économique 2018-2019 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	RDC
8H30 - 9H	Débat	
9H00 - 9H30	Conjoncture 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 et prévision économique 2018-2019 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	Burundi
9H30 - 10H	Débat	
10H- 10H 30	Pause café	
10H 30 - 11H	<b>Présidence et rapporteur : Burundi, RDC</b> Conjoncture 2 <sup>ème</sup> semestre 2018 et prévision économique 2018-2019 <i>Les grandes tendances conjoncturelles actuelles, hypothèses et prévisions</i>	Sao Tome
11H -11H 30	Débat	
11H30 -12H30	Conjoncture économique régionale présentée par la BEAC Débat	BEAC
	Déjeuner libre	
<b>APRES-MIDI</b>	<b>Présidence et rapporteur : AFRITAC, AFRISTAT</b> <b>Session 3 : Conjoncture économique vue par les organisations sous-régionales et internationales</b>	
14H -14H30	Conjoncture économique régionale présentée par la CEA	CEA BSR AC
14H30 -15H	Etat de la convergence en 2018 et perspectives 2019	CEMAC, UEMOA
15H - 15H15	Pause café	
15H15 - 15H45	Débat	
15H45- 16H30	Etat de mise en œuvre des recommandations du séminaire précédent - Situation des pays	
<b>Vendredi 26 octobre</b>	<b>Session 5 : Questions et présentations diverses, adoption du rapport administratif</b>	

<b>MATIN</b>	<b>Présidence : Commission de la CEMAC</b>	
8H - 10H	Rédaction du compte-rendu administratif et des recommandations	TOUS
10H - 10H30	Pause café	
10H30 - 12H 00	Adoption du compte-rendu administratif et des recommandations	TOUS
12H 00	Clôture du séminaire	